

SUEZ RV Centre Est - SAINT GENIS POUILLY
 AGENCE ALPES ENTREPRISES - 450 RUE DE L'ARTISANAT
 74330 POISY
 Tél Agence : 04 50 42 20 78
 Mél Agence :

JIVA HILL RESORT
 CHEZ TAKE A WASTE
 24 RUE DE CLICHY
 75009 PARIS FRANCE

Date	Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/09/2025	H0829782	FR47844336156	Virement 30 jours fin de mois	31/10/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté.	Unité	P.U.	Total H.T.
Adresse du siège social du client: JIVA HILL RESORT CHEZ TAKE A WASTE 24 RUE DE CLICHY 75009 PARIS FRANCE					
Adresse de prestation: TAKE A WASTE - JIVA HILL RESORT (01) ROUTE D'HAREE / 01170 CROZET					
Location CONTENEUR TP FERME 15M3 (09/2025) 150106 Carton avec film plastique en saches	20,00	1,000	Unité	66,15	66,15
Location Conteneur TP 15M3 (09/2025) 191207 Bois de classe B	20,00	1,000	Unité	33,08	33,08
Location Conteneur TP 15M3 (09/2025) 191212 Déchets non recyclables en mélange Non incinérables	20,00	1,000	Unité	33,08	33,08
Location BAC ROULANT BAC 660L (09/2025) 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	5,000	Unité	7,72	38,60
Collecte Bon 3968287 du 01/09 BAC ROULANT BAC 660L 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	1,000	Unité	31,15	31,15
Traitement Bon 3968287 du 01/09 Forfait Bac roulant 660l levé et traité 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	5,000	Unité	1,72	8,60
Prestation Bon 3968287 du 01/09 Levée bac roulant	20,00	5,000	Bac	2,07	10,35
Location BAC 330L (09/2025)	20,00	5,000	Unité	5,51	27,55

S/Total = 1 359,97

SUEZ RV Centre Est - SAINT GENIS POUILLY
 AGENCE ALPES ENTREPRISES - 450 RUE DE L'ARTISANAT
 74330 POISY
 Tél Agence : 04 50 42 20 78
 Mél Agence :

JIVA HILL RESORT
 CHEZ TAKE A WASTE
 24 RUE DE CLICHY
 75009 PARIS FRANCE

Date	Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/09/2025	H0829782	FR47844336156	Virement 30 jours fin de mois	31/10/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté.	Unité	P.U.	Total H.T.
<i>MONTANT DU REPORT = 1 359,97</i>					
150106 LOCATION 5*BACS ROULANTS 340L A COUVERCLE JAUNE CORPS CREUX					
Collecte BAC ROULANT BAC 1000L	20,00	1,000	Forfait	467,24	467,24
Collecte Bon 3968788 du 02/09 CONTENEUR TP FERME 15M3	20,00	1,000	Unité	53,26	53,26
150106 Carton avec film plastique en saches					
Traitement Bon 3968788 du 02/09 CONTENEUR TP FERME 15M3	20,00	0,340	Tonne	35,50	12,07
150106 Carton avec film plastique en saches					
Collecte Bon 3886417 du 04/09 BAC ROULANT BAC 660L	20,00	1,000	Unité	31,15	31,15
200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON					
Traitement Bon 3886417 du 04/09 Forfait Bac roulant 660l levé et traité	20,00	5,000	Unité	1,72	8,60
200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON					
Prestation Bon 3886417 du 04/09 Levée bac roulant	20,00	5,000	Bac	2,07	10,35
Collecte Bon 3886800 du 11/09 BAC ROULANT BAC 660L	20,00	1,000	Unité	31,15	31,15
200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON					
Traitement Bon 3886800 du 11/09 Forfait Bac roulant 660l levé et traité	20,00	5,000	Unité	1,72	8,60
200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON					
Prestation Bon 3886800 du 11/09 Levée bac roulant	20,00	5,000	Bac	2,07	10,35
Collecte Bon 3973890 du 18/09 CONTENEUR TP FERME 15M3	20,00	1,000	Unité	53,26	53,26
150106 Carton avec film plastique en saches					
Traitement Bon 3973890 du 18/09 CONTENEUR TP FERME 15M3	20,00	0,480	Tonne	35,50	17,04
150106 Carton avec film plastique en saches					
Collecte Bon 3887185 du 18/09 BAC ROULANT BAC 660L	20,00	1,000	Unité	31,15	31,15
200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON					

S/Total = 1 359,97

SUEZ RV Centre Est - SAINT GENIS POUILLY
 AGENCE ALPES ENTREPRISES - 450 RUE DE L'ARTISANAT
 74330 POISY
 Tél Agence : 04 50 42 20 78
 Mél Agence :

JIVA HILL RESORT
 CHEZ TAKE A WASTE
 24 RUE DE CLICHY
 75009 PARIS FRANCE

Date	Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/09/2025	H0829782	FR47844336156	Virement 30 jours fin de mois	31/10/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté.	Unité	P.U.	Total H.T.
<i>MONTANT DU REPORT = 1 359,97</i>					
Traitement Bon 3887185 du 18/09 Forfait Bac roulant 660l levé et traité 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	5,000	Unité	1,72	8,60
Prestation Bon 3887185 du 18/09 Levée bac roulant	20,00	5,000	Bac	2,07	10,35
Collecte Bon 3975127 du 23/09 Conteneur TP 15M3 191212 Déchets non recyclables en mélange Non incinérables	20,00	1,000	Unité	53,26	53,26
Traitement Bon 3975127 du 23/09 Conteneur TP 15M3 191212 Déchets non recyclables en mélange Non incinérables	20,00	1,080	Tonne	171,00	184,68
T.G.A.P Participation à la TGAP sur exutoire final - matières non valorisables	20,00	1,080	Tonne	65,00	70,20
Collecte Bon 3887540 du 25/09 BAC ROULANT BAC 660L 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	1,000	Unité	31,15	31,15
Traitement Bon 3887540 du 25/09 Forfait Bac roulant 660l levé et traité 200101 5*BACS ROULANTS 500L A COUVERCLE BLEU CARTON	20,00	5,000	Unité	1,72	8,60
Prestation Bon 3887540 du 25/09 Levée bac roulant	20,00	5,000	Bac	2,07	10,35

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 359,97	20,00 %	271,99	1 631,96
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - €
1 359,97		271,99	1 631,96

Acompte 0,00
 Total HT 1 359,97
 Total TVA 271,99

Montant dû TTC
1 631,96

Merci d'adresser votre règlement accompagné du coupon détachable à l'adresse suivante:

Domiciliation Bancaire BNP PARIBAS
 Code banque - Code guichet - N° Compte - Clé
 30004 02249 00011406809 84
 Code IBAN: FR7630004022490001140680984 - Code BIC: BNPAFRPPXXX
 TVA CE : FR04343488508
 A l'encaissement

Aucun escompte pour paiement anticipé. Si retard seront appliquées des pénalités égales à 3 fois le taux d'intérêt légal + indemnité forfaitaire mini de 40€ pour frais de recouvrement + frais complémentaires sur justificatifs.

Siège Social : SUEZ RV Centre Est - Gerland Plaza - 19 rue P.Gilles de Gennes 69007 LYON - Tél 04.37.70.71.71 - Fax : 04.37.70.71.72
 S.A.S au capital de 15 595 496 € - RC 343 488 508 - APE 3821Z - SIRET: 343 488 508 003 46 - Code APE: 3821Z - N° Tva intracom.: FR04343488508

SUEZ RV Centre Est
 TSA 50068
 41976 BLOIS CEDEX 9
 N°Pièce : H0H0872501462
 Client : TAKEAWACRO-H0
 H0829782
 Echéance : 31/10/2025
Montant TTC : 1 631,96 €
Montant en € : 1 631,96

Récapitulatif des Prestations
Période du : 01/09/2025 au 30/09/2025

Edité le : 03/10/2025 à 11:03:33

Référence Client Facturé: JIVA HILL RESORT
Référence Facture: Facture N°: H0872501462
Référence Client Presté: TAKE A WASTE - JIVA HILL RESOR
ROUTE D'HAREE
01170 CROZET

Table with 6 columns: Date, N° Bon, Prestation/Action, Libellé Matière, Tonnage, Nb. Cont. Includes rows for 02/09/2025 and 18/09/2025, and a summary row for CONTENEUR TP FERME 15M3 (124750).

Table with 6 columns: Date, N° Bon, Prestation/Action, Libellé Matière, Tonnage, Nb. Cont. Includes a row for 23/09/2025 and a summary row for Conteneur TP 15M3 (129127).

Table with 6 columns: Date, N° Bon, Prestation/Action, Libellé Matière, Tonnage, Nb. Cont. Includes multiple rows for 01/09/2025 to 25/09/2025 and a summary row for BAC ROULANT BAC 660L (129444).

Table with 6 columns: Date, N° Bon, Prestation/Action, Libellé Matière, Tonnage, Nb. Cont. Includes multiple rows for 02/09/2025 to 25/09/2025 and a summary row for BAC ROULANT BAC 1000L (147711).

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraisons

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, Le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par Le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, Le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) L'application de la déchéance du terme des autres factures et, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de manutention par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. D'une manière générale, le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel. Il s'interdit de le donner en gage, de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non

conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports.

En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 15€/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat.

En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne. Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client.

Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à la date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, notwithstanding toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.